

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
58e séance  
tenue le  
vendredi 23 juin 1995  
à 10 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 58e SÉANCE

Président : M. TEIRLINCK (Belgique)

Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES FORCES DES NATIONS UNIES CHARGÉES  
DU MAINTIEN DE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT (suite)

- a) FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT (suite)
- b) FORCE INTÉIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN (suite)

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES ACTIVITÉS QUI DÉCOULENT DE LA  
RÉSOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ (suite)

- a) MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEÏT  
(suite)

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE  
DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE (suite)

POINT 126 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES  
NATIONS UNIES EN GÉORGIE (suite)

POINT 129 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES  
NATIONS UNIES AU LIBÉRIA (suite)

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'ÉQUIPE DE LIAISON MILITAIRE DES  
NATIONS UNIES AU CAMBODGE (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.5/49/SR.58  
21 novembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

95-81076 (F)

**\*9581076\***

/...

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES FORCES DES NATIONS UNIES CHARGÉES DU MAINTIEN DE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT (suite) (A/C.5/49/L.51 et L.52)

a) FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT (suite)

Projet de décision A/C.5/49/L.51

1. Mme PEÑA (Mexique), Vice-Présidente, rendant compte des consultations officielles relatives au projet de décision A/C.5/49/L.51, dit qu'il a été décidé que les parts respectives des États Membres du solde inutilisé d'un montant brut de 805 000 dollars (soit un montant net de 891 000 dollars) se rapportant à la période allant du 1er décembre 1993 au 30 novembre 1994 inclus seraient déduites des charges à répartir entre les États Membres pour toute nouvelle prorogation du mandat que pourrait approuver le Conseil de sécurité. Elle recommande que le projet de décision soit adopté sans être mis aux voix.

2. Le projet de décision A/C.5/49/L.51 est adopté.

b) FORCE INTÉrimAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN (suite)

Projet de décision A/C.5/49/L.52

3. Mme PEÑA (Mexique), Vice-Présidente, rendant compte des consultations officielles relatives au projet de décision A/C.5/49/L.52, dit qu'il a été décidé que les parts respectives des États Membres du solde inutilisé d'un montant brut de 1 755 000 dollars (soit un montant net de 16 000 dollars) se rapportant à la période allant du 1er février 1994 au 31 janvier 1995 inclus seraient déduites des charges à répartir entre les États Membres pour toute nouvelle prorogation du mandat que pourrait approuver le Conseil de sécurité. Elle recommande que le projet de décision soit adopté sans être mis aux voix.

4. Le projet de décision A/C.5/49/L.52 est adopté.

5. M. BARIMANI (République islamique d'Iran) souligne que la position de son pays sur les projets de décision A/C.5/49/L.51 et A/C.5/49/L.52 demeure inchangée.

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DES ACTIVITÉS QUI DÉCOULENT DE LA RÉSOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ (suite) (A/C.5/49/L.53)

a) MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES POUR L'IRAQ ET LE KOWEÏT (suite)

Projet de résolution A/C.5/49/L.53

6. Mme PEÑA (Mexique), Vice-Présidente, rendant compte des consultations officielles relatives au projet de résolution A/C.5/49/L.53, dit que, compte tenu de l'état des contributions à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït au 12 juin 1995, il a été décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial visé dans la résolution 45/260 de l'Assemblée générale, un crédit d'un montant brut de 11 748 800 dollars (soit un montant net

/...

de 10 625 600 dollars) correspondant aux dépenses que l'Assemblée a autorisées au paragraphe 17 de sa résolution 48/242.

7. Il a également été décidé, à titre d'arrangement spécial, de répartir entre les États Membres un montant brut de 6 346 900 dollars (soit un montant net de 4 981 800 dollars) pour la période allant du 1er novembre 1994 au 30 juin 1995, compte tenu du montant brut de 9 133 600 dollars (soit un montant net de 8 777 900 dollars) déjà réparti entre les États Membres. En outre, le Secrétaire général a été autorisé à engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant mensuel brut de 1 811 900 dollars (soit un montant net de 1 594 100 dollars), représentant le tiers des dépenses de la Mission d'observation. Ce montant doit être réparti entre les États Membres suivant la formule énoncée dans le projet de résolution, le montant correspondant aux deux autres tiers, soit 3 188 100 dollars, devant être financé au moyen de contributions volontaires du Gouvernement koweïtien, sous réserve de la décision que prendra le Conseil de sécurité. Mme Peña recommande que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix.

8. Le projet de résolution A/C.5/49/L.53 est adopté.

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE (suite) (A/C.5/49/L.55)

Projet de décision A/C.5/49/L.55

9. M. HAMMARSKJÖLD (Suède), rendant compte des consultations officieuses relatives au projet de décision A/C.5/49/L.55, dit que les observations et recommandations formulées dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ont été approuvées. Plusieurs paragraphes figurant habituellement dans ce type de documents ont été omis, mais cette omission ne devrait pas nuire aux futures discussions sur la question. Il recommande que le projet de décision soit adopté sans être mis aux voix.

10. Le projet de décision A/C.5/49/L.55 est adopté.

POINT 126 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN GÉORGIE (suite) (A/C.5/49/L.54)

Projet de résolution A/C.5/49/L.54

11. Mme EMERSON (Portugal), rendant compte des consultations officieuses relatives au projet de résolution A/C.5/49/L.54, dit que, compte tenu de l'état des contributions à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie au 12 juin 1995, il a été décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial, un crédit d'un montant brut de 6 880 136 dollars (soit un montant net de 6 468 136 dollars) correspondant aux dépenses autorisées et réparties conformément à la résolution 49/231 de l'Assemblée générale, pour la période allant du 14 janvier au 15 mai 1995, ainsi qu'un crédit d'un montant brut de 11 948 718 dollars (soit un montant net de 11 220 568 dollars) y compris le montant brut de 3 440 068 dollars (soit un montant net de 3 234 068 dollars) autorisé et réparti conformément à la résolution 49/231 de l'Assemblée générale,

/...

aux fins du fonctionnement de la Mission d'observation pour la période allant du 16 mai 1995 au 12 janvier 1996.

12. Il a également été décidé, à titre d'arrangement spécial, et compte tenu du montant brut de 3 440 068 dollars (soit un montant net de 3 234 068 dollars) déjà réparti en vertu de la résolution 49/231 de l'Assemblée générale, de répartir entre les États Membres un montant supplémentaire brut de 8 508 650 dollars (soit un montant net de 7 986 500 dollars) pour la période allant du 16 mai 1995 au 12 janvier 1996. Les parts respectives des États Membres du solde inutilisé d'un montant brut de 3 714 186 dollars (soit un montant net de 3 612 298 dollars) pour la période allant du 7 août 1993 au 13 janvier 1995 seront déduites des charges à répartir entre les États Membres. Il a en outre été décidé d'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses à concurrence d'un montant mensuel brut de 1 334 500 dollars (soit un montant net de 1 246 000 dollars) pour une période de 5,7 mois, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission d'observation au-delà du 12 janvier 1996. Mme Emerson recommande que le projet de résolution soit adopté sans mise aux voix.

13. Le projet de résolution A/C.5/49/L.54 est adopté.

POINT 129 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES AU LIBÉRIA (suite) (A/C.5/49/L.57)

Projet de résolution A/C.5/49/L.57

14. M. KELLY (Irlande), rendant compte des consultations officieuses relatives au projet de résolution A/C.5/49/L.57, dit que les mots placés entre crochets au paragraphe 4 du dispositif doivent être supprimés. Il a été décidé d'ouvrir pour inscription au Compte spécial, un crédit d'un montant brut total de 8 527 300 dollars (soit un montant net de 7 943 300 dollars), aux fins du fonctionnement de la Mission d'observation pour la période allant du 1er juillet au 31 décembre 1995, et de le répartir entre les États Membres à raison d'un montant mensuel brut de 1 421 200 dollars (soit un montant net de 1 323 900 dollars) conformément à la procédure fixée par la résolution 49/232 de l'Assemblée générale, en se fondant sur le barème des quotes-parts pour les années 1995, 1996 et 1997, sous réserve de la prorogation du mandat de la Mission d'observation par le Conseil de sécurité. Le mandat de la Mission n'étant pas fixe, il faudra procéder à une révision des estimations pour la période commençant le 31 décembre 1995. M. Kelly recommande que le projet de résolution soit adopté sans être mis aux voix.

15. Le projet de résolution A/C.5/49/L.57 est adopté.

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE L'ÉQUIPE DE LIAISON MILITAIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE (suite) (A/C.5/49/L.58)

Projet de décision A/C.5/49/L.58

16. M. BARIMANI (République islamique d'Iran), Vice-Président, rendant compte des consultations officieuses relatives au projet de décision A/C.5/49/L.58, dit qu'il a été décidé de répartir entre les États Membres, dès que possible et

/...

conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, le solde inutilisé d'un montant brut de 293 900 dollars (soit un montant net de 281 800 dollars) relatif à la période allant du 15 novembre 1993 au 15 mai 1994, ainsi que les intérêts et les recettes accessoires, d'un montant de 81 506 dollars, portés au crédit du Compte spécial de l'équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge. Il recommande que le projet de décision soit adopté sans être mis au voix.

17. Le projet de décision A/C.5/49/L.58 est adopté.

La séance est levée à 11 heures.